

Les FDLR deviennent des interlocuteurs incontournables dans la résolution des conflits qui ravagent la région des Grands Lacs.

Rwanda

Du dépôt des armes à la table des négociations

PAR ZAMEN NYOLA

Le nouveau porte-parole des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) présente les orientations pacifiques de son parti



- Africa International : que représente votre Organisation ?

A.N. : Les Forces démocratiques de libération du Rwanda sont une organisation politico-militaire composée de Rwandais et sympathisants décidés à mettre fin à la culture de l'impunité au Rwanda et à rétablir l'Etat de droit régi par des instances démocratiquement élues. Nous prenons la communauté internationale à témoin pour que

Lors de la conférence de presse du 12 septembre, le ministre Mwenze Kongolo (au milieu) a présenté les FDLR comme des « alliés » et non comme des « forces négatives ». A sa gauche, le Dr Ignace Murwanasayaka, président des FDLR. A sa droite : Alexis Nshimiyimana, commissaire à l'information et porte-parole des FDLR

cesse l'extermination du peuple rwandais selon les caprices et la mégalomanie du dictateur Paul Kagame et de sa clique. Nous

demandons au président d'abandonner sa logique de guerre et de commerce du génocide pour engager un dialogue inter-rwandais sans exclusion aucune.

- Qu'est-ce qui justifie les reproches d'oppression et de tyrannie ?

A.N. : Aujourd'hui, le Front patriotique rwandais (FPR) exerce sur la population un régime fasciste et tyrannique. Après avoir

été obligés de détruire leur propre maison, les Rwandais sont conduits dans des camps de concentration de type nazi où ils sont exposés à toutes sortes de maux : la faim, la soif, les maladies (dont le Sida propagé suite aux viols perpétrés par les militaires du FPR)... Monsieur Paul Kagame est incapable de diriger le pays. Il ne sait que déclarer la guerre à ses pays voisins, même ses amis comme l'Ouganda.

A cause de cette mauvaise gouvernance, le pays est complètement ruiné et le processus démocratique enterré. La «Local Defense», la police d'Etat mise en place par le pouvoir, est incompétente. La justice, devenue monoethnique, est un élément de répression du pouvoir. Excepté le FPR, tous les partis politiques ont été suspendus. L'opposition est muselée, voire persécutée. Le cas de l'ancien président, Monsieur Pasteur Bizimungu, illustre parfaitement cette situation. Un président de la République a été écarté, deux Premiers ministres, un président d'Assemblée Nationale, des ministres, des députés et des centaines de milliers de citoyens, toutes ethnies confondues, sont condamnés à l'exil pour cause d'oppression. Même au sein de l'Armée patriotique rwandaise (l'APR), les personnes de bonne volonté n'hésitent pas à quitter le FPR. Il y a donc un mécontentement croissant au Rwanda que le pouvoir a du mal à contenir.

Face à cette situation, le gouvernement s'agite et procède à des répressions barbares contre tous ceux qui osent hausser le ton. De sources sûres, l'APR développe une peur paranoïaque à l'égard de certains éléments Hutu qu'il a enrôlés dans l'armée depuis les prisons où ils étaient enfermés en tant que présumés génocidaires. Certains d'entre eux sont aujourd'hui massacrés au vu des caméras et servent ainsi la propagande du régime sur l'activisme des rebelles Hutu et ce pour convaincre les fournisseurs habituels d'armes de poursuivre les livraisons. Nous accusons Paul Kagame d'avoir planifié et exécuté le génocide de plus de 2 millions de Rwandais. Il a assassiné les présidents rwandais Juvénal Habyarimana et burundien Cyprien Ntaryamira. Ce génocide a culminé avec l'invasion de la République Démocratique du Congo, où non seulement il a massacré systématiquement plus de 200 000 réfugiés

Hutu mais aussi plus de 2 millions de Congolais dont il pille les ressources sans pitié.

– Croyez-vous qu'il y a eu un génocide au Rwanda. Si oui, par qui et contre qui ?

A.N. : Il y a eu des tueries inter-ethniques très graves quelle que soit leur qualification. Cette tragédie sans précédent prend ses racines dans la guerre d'octobre 1990 déclenchée par le FPR/NRA. Plus de 3 millions de personnes sont mortes au Rwanda depuis l'agression du FPR-Inkotanyi le 1^{er} octobre 1990 jusqu'à nos jours. Aucune ethnie, aucune famille n'a été épargnée. Combien de Hutu, de Tutsi, de Twa sont morts ? Qui les a tués ? Pour que la vérité éclate au grand jour, il faudrait un recensement exhaustif des victimes, toutes ethnies confondues, et de leurs agresseurs. Les recherches montrent que c'est le FPR qui a planifié et orchestré les massacres inter-rwandais ou le génocide (selon la terminologie choisie), en introduisant ses éléments au sein de la jeunesse des différents partis politiques, avec la mission bien précise de détruire le tissu social du peuple rwandais. Il faut que la communauté internationale, en général, et le Tribunal pénal international pour le Rwanda, en particulier, évitent la partialité et prônent la neutralité pour le meilleur des Rwandais sans distinction. Traiter les effets de la tragédie de 1994 sans traiter leurs causes depuis la guerre d'octobre 1990, la violation de l'Accord de Paix d'Arusha par l'assassinat du président de la République Juvénal Habyarimana et la reprise des hostilités généralisées par le FPR... est une fausse démarche qui ne contribue pas à la réconciliation des Rwandais. Le FPR et l'ONU doivent répondre de leur responsabilité car ils étaient au courant de l'existence du plan d'élimination d'un demi million de Tutsi, avant 1994, et n'ont rien tenté. Et à qui imputer la responsabilité de plus de 2,5 millions d'Hutu qui ont connu et connaissent encore le même sort ?

– N'êtes-vous pas des Ex-FAR (Forces armées rwandaises) ?

A.N. : Non. Cependant, les FDLR ne sont pas exclusives : tout Rwandais peut être membre des FDLR. Certains ex-FAR ont ainsi rejoint nos effectifs comme d'autres ont intégré les rangs de l'APR de Kagame, à com-



En haut : Le 12 septembre 2001, à Kamina, au Congo, lors des cérémonies de désarmement des 3 000 combattants des FDLR. La communauté internationale est stupéfaite devant les horreurs subies par les rescapés rwandais combattants des FDLR.
En bas : La MONUC et le corps diplomatique à Kinshasa passent en revue les troupes des FDLR qui ont déposé les armes pour la paix au Rwanda et dans la région des Grands Lacs.

mencer par le chef d'état-major de l'armée rwandaise, en avril 1994, le général Marcel Gatsinzi. Les FDLR sont une organisation politico-militaire. S'il le faut, pour libérer le peuple et le pays sous le joug de Kagame et de sa clique, sa branche armée fusionnera avec l'APR pour former une véritable armée nationale suivant l'accord qui sortira du dialogue inter-rwandais.

– Et qu'en est-il des Interahamwe ?

A.N. : Les FPR n'ont rien à voir avec cette organisation de jeunes du parti MRND qui existait au même titre que l'Inkuba du parti MDR, l'Abakombozi du parti PSD, JPL du parti PL. «Interahamwe» signifie solidaires. Pour des fins politiques, le FPR-Inkotanyi a tout d'abord transformé le vrai sens de ce mot pour ensuite diaboliser les jeunes Hutu et finalement tous les opposants au régime de Kagame. La jeunesse Interahamwe n'avait pas vocation criminelle. Il ne faut pas non plus confondre résistance populaire, opposition armée et non-armée avec les Interahamwe (au sens propre comme au figuré) ou les Ex-FAR. Ce sont les Rwandais, toutes catégories confondues, qui s'insurgent contre le pouvoir impopulaire, tyrannique et sanguinaire du FPR.

– Allez-vous surmonter le régionalisme qui a souvent caractérisé les relations inter-rwandaïses ?

A.N. : Le régionalisme a fragilisé le tissu social du peuple rwandais, ce qui est très regrettable. C'est pourquoi nous avons décidé d'éradiquer toutes les sources de division du peuple rwandais. Car il ne s'agit pas d'une maladie chronique mais bien d'erreurs de gouvernants.

– Quelle est votre politique face aux problèmes ethniques que rencontre votre pays ?

A.N. : Les FDLR condamnent toute forme de tribalisme, ségrégation ou discrimination. L'histoire du Rwanda nous apprend, cependant, que les rivalités ethniques ne datent pas d'aujourd'hui. Il suffit d'étudier la culture populaire pour s'en rendre compte. Des proverbes rwandais suggèrent un antagonisme ethnique entre Hutu, Tutsi et Twa. Par ailleurs, le mythe de Gihanga et celui des Ibimanuka indiquent clairement l'existence d'une idéologie raciste pour justifier la supériorité des Tutsi sur les Hutu et leur domination politique et économique. Des clivages sociaux existaient au sein de l'aristocratie Tutsi. Le coup d'Etat de Rucunshu est non seulement un excellent exemple de la compétition pour le pouvoir mais aussi de la culture de violence qui caractérisait les mœurs politiques rwandaïses. Lors de ce coup d'Etat qui renversa le roi Mibambwe

Rutalindwa, en 1896, le clan des Abega à la tête duquel se trouvaient la reine mère Kanjogera et son frère Kabare, tua systématiquement la plupart des membres du clan des Abanyiginya. Le roi Mibambwe Rutalindwa et ses enfants furent brûlés vifs dans sa maison. Kanjogera et Kabare intronisèrent le fils de Kanjogera et Rwabugiri, Yuhi Musinga. Cet épisode a élargi le fossé de dissension

entre les Hutu et les Tutsi mais aussi entre les Tutsi eux-mêmes ; les Abéga contre les Abanyiginya. Ces dissensions ethniques seront malheureusement exploitées à des fins politiques jusqu'aujourd'hui. Les FDLR pensent que la diversité ethnique constitue une force. C'est pourquoi elles prônent la cohabitation pacifique, l'Etat de droit pour tous, sans distinction. ■

Désarmement des troupes FDLR à Kamina le 12 septembre 2001

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) sont une organisation politico-militaire qui, après plusieurs années de clandestinité, ont officialisé leur existence le 1^{er} mai 2000. Voix des sans voix, constituée de Twa, Tutsi et de Hutu, les FDLR ont pour objectif de remettre le pouvoir politique, économique et militaire au peuple rwandais.

Si la majorité de leurs troupes sont sur le sol rwandais, une partie minime a été engagée au Congo, à partir du mois d'octobre 1998, pour combattre aux côtés des Forces armées congolaises afin de stopper l'offensive éclair du FPR-Inkotanyi qui avait débuté en août et qui visait l'extermination des réfugiés rwandais et la conquête du Congo.

Depuis juillet 2001, les hostilités ont été unilatéralement cessées au Rwanda et il a été demandé au général Kagame d'accepter de dialoguer avec son opposition armée et non-armée.

Bien que n'étant pas signataires de l'Accord de paix de Lusaka, les FDLR participent au processus de retour de la paix au Congo et dans la région des Grands Lacs d'Afrique. C'est dans ce cadre qu'elles acceptent de collaborer étroitement avec le gouvernement du Congo en vue de respecter l'accord de cessez-le-feu.

Les FDLR demandent, en contrepartie, que le gouvernement de Kigali :

- Accepte le dialogue inter-rwandaïses auquel participeraient l'opposition armée

et non-armée.

- Retire ses Forces du territoire congolais.

- Mette fin aux massacres, enlèvements et disparitions des populations soupçonnées d'être opposées à l'idéologie des extrémistes du FPR.

- Libère sans délai les 150 000 prisonniers qui croupissent dans les prisons rwandaïses.

- Mette fin aux arrestations, détentions et surtout aux exécutions arbitraires dans des lieux de détention non officiellement reconnus.

- Cesse la chasse à l'homme opérée contre les rescapés des massacres des réfugiés et leurs hôtes dans les territoires occupés.

- Renonce à sa politique de terrorisme contre l'opposition contrainte à l'exil et menacée de mort, tel que ce fut le cas pour feu le Ministre Seth Sendashonga, le colonel Théoneste Lizinde, etc.

- Cesse les pillages au Rwanda et surtout en République Démocratique du Congo.

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda considèrent que le droit à la vie est un droit non négociable. La protection de la vie des populations civiles, et en particulier des réfugiés rwandais partout où ils ont trouvé asile ainsi que des populations civiles à l'intérieur du Rwanda sont, et resteront le premier souci et devoir des combattants de la liberté Abacunguzi. ■